



**CONVENTION SUR
LES ESPÈCES
MIGRATRICES**

Distribution: Générale

UNEP/CMS/COP12/Doc.14.1
23 août 2017

Français
Original : Anglais

12^{ème} SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES
Manille, Philippines, 23 - 28 octobre 2017
Point 14.1 de l'ordre du jour

**EXÉCUTION DU BUDGET DE LA CMS
AU COURS DE LA PÉRIODE TRIENNALE 2015-2017**

(Préparé par le Secrétariat)

Résumé :

Le présent rapport fournit à la Conférence des Parties l'état des contributions au Fonds d'affectation spéciale ainsi qu'un aperçu de l'exécution du budget de la CMS pour la période triennale 2015-2017, avec une projection au 31 décembre 2017.

Le document devrait être examiné conjointement avec le document UNEP/CMS/COP12/Doc.14.2 sur le budget proposé pour la période triennale 2018-2020.

EXÉCUTION DU BUDGET DE LA CMS AU COURS DE LA PÉRIODE TRIENNALE 2015-2017

Contexte

1. Dans la Résolution 11.1, *Questions financières et administratives*, la Conférence des Parties (COP) a adopté le budget pour la période triennale 2015-2017. Le présent rapport fournit à la COP un aperçu de l'exécution du budget de la CMS pour la période triennale 2015-2017 ainsi que de l'état des contributions au 17 août 2017. Le rapport répond également paragraphe 4 e), de l'annexe 4 de la Résolution 11.1 de la CMS, dans lequel il est demandé au Secrétariat de fournir aux membres du Sous-Comité des finances et du budget des rapports semestriels identifiant et expliquant « toute dépense prévue qui diverge du budget approuvé de plus de 20 % pour la totalité des coûts de personnel ou dans le cas d'autres coûts non liés au personnel pour chaque activité, allant de pair avec l'approche proposée pour gérer tout surcoût prévu ».

Exécution du budget pour la période triennale 2015-2017

État du Fonds d'affectation spéciale pour les contributions évaluées au 17 août 2017

2. Le paragraphe 4 de l'Article VII de la Convention demande à chaque Partie de contribuer au budget adopté par la COP pour l'exercice financier, conformément au barème des contributions des Nations Unies. Selon la Résolution 11.1, les contributions évaluées par la COP11 pour le budget triennal 2015-2017 s'élèvent à 7 442 630 €.
3. Au 17 août 2017, 88,2 % du montant total des contributions évaluées pour la période triennale 2015-2017, soit 6 568 434 €, ont été versés. Cela signifie que le total des contributions non acquittées au 17 août 2017 s'élève à 983 332 € (644 378 € pour 2017, 229 818 € pour la période 2015-2016 et 109 136 € pour les années précédentes). Comme le montre le tableau de l'annexe 1, sur un total de 120 Parties, 56 n'ont pas entièrement versé leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la période triennale 2015-2017. Sur la base de l'expérience passée, un certain nombre de ces contributions en suspens devraient pouvoir être collectées, et, si cela est le cas, les contributions au Fonds d'affectation spéciale devraient encore augmenter au cours des derniers mois de 2017.
4. La tendance de la majorité des Parties à verser leurs contributions à la fin de l'année ou l'année suivante est une source de préoccupation pour le Secrétariat, car cela a un effet sur les flux de trésorerie, en particulier depuis le récent déploiement du nouveau système de planification des ressources à travers le progiciel de gestion intégré « Umoja » au sein du Secrétariat des Nations Unies, y compris de l'ONU Environnement. Le nouveau système applique une gestion de trésorerie stricte des contributions des Parties : les fonds ne peuvent être engagés que lorsque les contributions sont versées au Fonds d'affectation spéciale sous forme de trésorerie disponible. Il convient donc de rappeler le paragraphe 5 de la Résolution 11.1, qui « prie instamment toutes les Parties de s'acquitter de leurs contributions dès que possible, de préférence avant la fin du mois de mars de l'année à laquelle elles se rapportent ».
5. Pour recueillir les arriérés, le Secrétariat a envoyé en mai 2017 des lettres personnalisées aux Parties d'Europe qui avaient des contributions en suspens à ce moment-là. En août 2017, le Secrétariat a envoyé des rappels séparés à 17 Parties qui avaient des arriérés de plus de trois ans, attirant leur attention sur le paragraphe 9 de la Résolution 11.1 en vertu duquel leurs droits de vote à la Douzième session de la Conférence des Parties seraient retirés si les paiements n'étaient pas reçus.

État des contributions évaluées des nouvelles Parties

6. Quatre nouvelles Parties (Afghanistan en août 2015, Brésil en octobre 2015, Émirats arabes unis en mai 2016 et Irak en août 2016) ont adhéré à la Convention au cours de la période triennale 2015-2017. Le total des nouvelles contributions évaluées attribuables aux quatre nouvelles Parties s'élève à 425 268 €, dont 660 € ont été versés par l'Afghanistan, laissant 424 608 € en suspens pour les trois autres nouvelles Parties.

Exécution du budget pour la période 2015-2017

7. La COP11 a adopté le budget triennal pour 2015-2017 pour un montant de 7 442 629 €, incluant 13 % de Dépenses d'appui aux programmes (PSC - *Programme Support Cost*). La 44^{ème} réunion du Comité permanent (StC44) en octobre 2015 a autorisé le Secrétariat à prélever 179 000 €, incluant les Dépenses d'appui au Programme, sur la réserve du Fonds d'affectation spéciale afin de couvrir les domaines suivants en 2016 et 2017 : 35K € pour couvrir le coût du remplacement du poste d'administrateur de programme associé P2 chargé des espèces terrestres pendant le congé de maternité de la titulaire en 2016 ; 104K € pour couvrir le passage à temps plein du poste à temps partiel d'administrateur associé chargé de l'information P2 afin de renforcer les capacités de l'Unité conjointe chargée de l'information ; et 40K € pour le soutien à la coordination du Groupe de travail sur le Plan stratégique en 2016 et 2017. Cela porte le budget total pour la période triennale 2015-2017 à 7 621 629 €.
8. Les dépenses totales estimées pour la période triennale 2015-2017 s'élèvent à 7 486 318 €, ce qui représente un excédent estimé à 135 311 €, incluant les Dépenses d'appui au Programme, par rapport au budget total approuvé par la COP11 avec un prélèvement dans la réserve de fonctionnement. Cela a été principalement réalisé grâce à des économies de coût de personnel de 164 080 € et, dans une moindre mesure, des économies réalisées dans le cadre de l'analyse indépendante des synergies au sein de la Famille CMS et du service aux organes directeurs de 15 743 € et 36 345 € respectivement. Toutefois, les dépenses estimées relatives aux coûts de fonctionnement dépassent le budget alloué de 96 424 €, et seront couvertes par les économies mentionnées ci-dessus réalisées dans les autres postes budgétaires au cours de la période triennale 2015-2017. Les détails des économies et des déficits estimés sont fournis dans les paragraphes suivants et dans le tableau de l'annexe 2.

Économies estimées pour la période triennale 2015-2017 :

Personnel

9. La Résolution 11.1 prévoyait pour le personnel un budget de 5 137 346 €, hors dépenses d'appui au Programme, pour la période triennale 2015-2017. Grâce à la réserve, la 44^{ème} réunion du Comité permanent en octobre 2015 est convenue d'augmenter le budget du personnel de 123 009 € afin de remplacer le poste d'administrateur de programme associé P2 chargé des espèces terrestres pendant le congé de maternité de la titulaire en 2016, et de financer le passage à temps plein du poste à temps partiel d'administrateur associé chargé de l'information P2 dans le but de renforcer les capacités de l'Unité conjointe chargée de l'information.
10. Les dépenses de personnel estimées pour la période triennale 2015-2017 se sont élevées à 5 096 275 € par rapport au budget initial prévu pour le personnel de 5 260 356 €, ce qui représente un solde positif estimé à 164 080 € d'ici à la fin de décembre 2017.
11. En raison d'une sous-estimation des droits appliqués aux membres du personnel recrutés à l'échelle internationale, les dépenses estimées pour cinq postes d'administrateurs devraient dépasser le budget alloué de 218 872 € d'ici à la fin de décembre 2017. Ces dépassements de coûts se rapportent à la ligne du personnel pour les postes budgétaires 1, 2, 10 et 14 du tableau de l'annexe 2. Toutefois, des économies sur les salaires d'autres

administrateurs sont prévues à hauteur de 229 529 € pour les raisons suivantes :

- Administrateur de programme associé P2 chargé des espèces terrestres (poste budgétaire 12) : la titulaire était en congé spécial sans solde pour trois mois en 2015. Au cours de cette période, aucun salaire n'a été versé, un montant total de 20 398 € a été économisé en 2015. Pour 2016, le Secrétariat a procédé au recrutement d'un remplaçant de la titulaire en congé de maternité en prévoyant une période de chevauchement de trois mois. À cette fin, 30 677 € supplémentaires ont été autorisés par la 44^{ème} réunion du Comité permanent en 2016, mais ils n'ont pas été utilisés puisque le nouveau membre du personnel n'est arrivé qu'en mai 2016 alors que la titulaire était déjà en congé de maternité depuis avril. De plus, en raison du niveau de salaire d'entrée lors du recrutement et des différences dans les droits appliqués au nouveau membre du personnel, 30 756 € ont été estimés comme sous-utilisés d'ici à la fin de décembre 2017. Dans l'ensemble, le total des économies est estimé à 81 831 € pour ce poste d'administrateur de programme associé P2 pour l'ensemble de la période triennale.
 - Administrateur de programme associé P2 chargé de l'Initiative sur les mammifères d'Asie centrale (poste budgétaire 13) : Alors que le recrutement de ce poste d'administrateur P2 était en cours, deux consultants individuels ont été recrutés à court terme pour occuper le poste en 2015 et en 2016 respectivement. Les droits du personnel, tels que le fonds de pension des Nations Unies, l'assurance médicale, etc., n'étant pas applicables aux consultants, cela a entraîné des économies de 46 734 € pour la période 2015-2016. L'administrateur P2 n'ayant été recruté qu'en mars 2017, 3 350 € ont été économisés en plus des économies enregistrées en 2015-2016.
 - Conseiller principal et Chef du Secrétariat de l'IOSEA (poste budgétaire 9) : Un Administrateur P3 présent au sein du Secrétariat a occupé les fonctions de chef du Secrétariat de l'IOSEA alors que la titulaire était en congé spécial sans solde jusqu'en octobre 2015. Le salaire du titulaire au niveau P5 a été par erreur entièrement comptabilisé en 2015, ce qui a entraîné des dépassements de coûts en 2015. Cependant, une correction a été apportée en 2016 en fonction des dépenses réelles liées au salaire au niveau P5, la part du Secrétariat étant de 12,5 %. Il convient de noter que la titulaire a pris sa retraite en octobre 2016 et qu'aucune dépense n'a été imputée au dernier trimestre de 2016. À compter de janvier 2017, l'Administrateur P2 a occupé les fonctions de chef du Secrétariat de l'IOSEA en prévision d'une indemnité de poste spéciale au niveau P3 à partir d'avril 2017. Compte tenu de la différence entre les salaires de niveaux P5 et P3 en 2017, et en l'absence de versement de salaire d'octobre à décembre 2016, le solde estimé présente une économie de 15 736 € d'ici à la fin de décembre 2017.
 - Chef de l'unité de renforcement des capacités (poste budgétaire 27) : en 2015, la ligne budgétaire du salaire P4 a été dépassée de 28 951 € par rapport au budget approuvé par la COP en raison de la sous-estimation des droits du personnel. En août 2016, le poste est devenu vacant, le titulaire ayant rejoint la Division du droit de l'ONU environnement. Un Administrateur P2 temporaire a été recruté à partir d'octobre 2016, ce qui a donné lieu à des économies globales de 81 878 € qui s'expliquent par la différence de salaire entre les niveaux P4 et P2, et en tenant compte des dépenses excédentaires déclarées en 2015.
12. Des économies supplémentaires ont été générées par les salaires du personnel d'appui des services généraux au cours de la période triennale. Le concept d'utilisation d'une échelle de salaire basée sur la moyenne pondérée de deux échelles de salaires locales (GS4/5 et GS6/7) a une incidence sur la différence entre le budget approuvé et les dépenses estimées. Les variations individuelles des droits du personnel d'appui, tels que les indemnités pour conjoint et enfant, et les indemnités de connaissances linguistiques et de formation, étaient également parmi les raisons de la réduction du coût du personnel de soutien. Toutefois, il convient de noter que les économies estimées concernant le

personnel de soutien d'ici à la fin de décembre 2017 pourraient être réduites en cas d'utilisation non prévue de droits du personnel pour cause de maladie, séparation ou congé de maternité.

Analyse indépendante des synergies au sein de la Famille CMS

13. Une analyse des services communs aux instruments de la Famille CMS a été effectuée par des consultants indépendants en 2015. Bien que l'analyse ait été achevée en 2015, le paiement final n'a été effectué qu'au début de 2017. Initialement, le coût de l'analyse devait être de 43 500 €, mais les frais réels facturés étaient bien inférieurs au budget initial, ce qui a entraîné des économies de 15 743 €.

Service aux organes directeurs

14. La Résolution 11.1 de la COP a approuvé un budget, hors Dépenses d'appui au Programme, de 487 318 € pour le service aux organes directeurs au cours de la période triennale 2015-2017. Il couvre tous les coûts liés à la traduction des documents de réunion, à la rédaction du rapport de la COP et aux services de consultants requis pour la COP. De plus, le budget couvre l'ensemble des coûts liés aux réunions tels que les voyages des participants aux réunions, la location d'équipement technique et le coût des pauses café prévues lors des réunions des organes directeurs. Les estimations des dépenses du service aux organes directeurs pour la période triennale 2015-2017 s'élèvent à 450 973 €, ce qui représente un solde estimé à 36 345 € d'ici à la fin de décembre 2017. Sur l'ensemble des postes budgétaires du service aux organes directeurs, seules les dépenses des réunions du Comité permanent ont dépassé le budget de 19 694 € pour la période triennale en raison des coûts associés à la traduction des documents des réunions. Ces dépassements de coûts seront couverts par le budget non-utilisé pour les déplacements du personnel à la COP12 de la CMS, car ces dépenses seront couvertes par le Gouvernement des Philippines qui contribue généreusement au coût de l'accueil de la COP12 à Manille.

Déficit estimé pour la période triennale 2015-2017 :

Coûts de fonctionnement

15. En ce qui concerne les coûts de fonctionnement, 847 233 € ont été approuvés par la COP11 en tant que budget triennal. Les coûts de fonctionnement estimés s'élèvent à 943 657 € pour l'exercice triennal, ce qui a entraîné un dépassement de 11,3 % ou 96 424 €. Les raisons du dépassement de coûts pour l'exercice triennal sont expliquées dans les paragraphes suivants.
16. Un dépassement de coûts important (36 202 €) provient des services informatiques fournis par les Volontaires des Nations Unies (VNU). À travers un accord de prestation de service, les VNU fournissent au Secrétariat de la CMS des services informatiques, incluant un bureau d'assistance, un réseau local, un système de sécurité sur Internet, des services DNS, un hébergement de serveurs et des abonnements à Microsoft Office 365 Enterprise E3. Les frais des VNU sont basés sur le nombre d'utilisateurs et les abonnements à Microsoft Office. En 2015, le coût des VNU pour les services informatiques était de 52 258 € ; en 2016, il est passé à 102 051 € en raison de l'augmentation du nombre d'utilisateurs et des frais d'assistance. Au regard de l'augmentation inattendue des frais informatiques associés aux frais d'assistance, le Secrétariat a étudié la possibilité de faire appel à d'autres agences des Nations Unies en tant que fournisseur de services informatiques. Malheureusement, les agences des Nations Unies contactées par le Secrétariat n'ont pas manifesté d'intérêt pour la prise en charge des services informatiques assurés par les VNU à un coût moindre pour le Secrétariat. Pour 2017, le coût des services informatiques des VNU sera réduit à 91 893 € car une autre agence des Nations Unies qui se joint au même accord de service partagera certaines dépenses communes. Le coût 2016 des services informatiques a été intégré à l'exercice 2017, en plus du coût estimé

des services informatiques de 2017, en raison de l'approbation différée du bon de commande dans Umoja en 2016.

17. Au cours de la période triennale 2015-2017, d'autres dépenses importantes (45 765 €) ont été déclarées pour des services contractuels, incluant la traduction des documents de réunion et de la correspondance officielle du Secrétariat ainsi que la rédaction des rapports des réunions des organes directeurs. Le Secrétariat s'est efforcé de maintenir les coûts de traduction dans le budget approuvé par la COP en réalisant dans la mesure du possible des traductions en interne. Cependant, avec le nombre accru de documents pour les réunions du Comité permanent et les réunions du Comité de session du Conseil scientifique en 2015-2016, le Secrétariat a dû faire appel à des traducteurs extérieurs ce qui a entraîné des dépassements de coûts de 45 765 €. Le Secrétariat étant tenu de fournir des documents de réunion dans les langues officielles (anglais, français et espagnol) de la Convention, il convient de noter que le budget approuvé pour 2015-2017 s'est avéré insuffisant.
18. Le reste des dépassements de coûts estimés sont liés aux déplacements du Secrétariat (12 434 €) et au développement du personnel (16 465 €), respectivement, comme indiqué dans le tableau de l'annexe 2. En mai 2015, le Secrétariat des Nations Unies a déployé un nouveau système de planification des ressources à travers le progiciel de gestion intégré « Umoja ». En raison de difficultés techniques, le contrat de l'agence de voyage locale n'était pas reconnu par le système. Par conséquent, le Secrétariat a dû obtenir des billets pour les missions officielles auprès d'une agence de voyage basée à Genève, sous contrat avec l'ONU Environnement. Les billets ayant été émis en francs suisses, les tarifs étaient plus élevés que les tarifs des agences de voyage locales. Cela s'est poursuivi jusqu'en juin 2016 lorsque le contrat de l'agence de voyage locale a été mis en place dans le système, mais ce problème avait déjà entraîné des dépassements de coûts de 12 434 € pour l'ensemble de la période triennale.
19. En ce qui concerne le déploiement d'Umoja, le personnel de l'Unité administrative et de gestion des fonds du Secrétariat a dû assister à une série de formations afin de travailler efficacement dans le cadre du nouveau système. Quatre membres du personnel ont participé en 2015 aux cours de formation d'Umoja, organisés par l'ONU Environnement, à Paris et à Genève, ce qui a entraîné des dépassements de coûts de 16 465 € dans l'ensemble de la ligne budgétaire du développement du personnel (formation, séminaires).

État du solde du Fonds d'affectation spéciale

20. Lors de la clôture des comptes du PNUE au 31 décembre 2014, le solde total du Fonds d'affectation spéciale de la CMS pour les contributions évaluées s'élevait à 774 191 €¹ incluant une réserve de fonctionnement de 410 000 €. La réserve de fonctionnement est destinée à couvrir les variations des flux de trésorerie entrants causés par le versement différé des contributions évaluées, ainsi que les fluctuations imprévues du budget des programmes au cours de la période triennale.
21. En novembre 2016, la 45^{ème} réunion du Comité permanent a autorisé le Secrétariat à utiliser 76 788 € de la réserve afin de couvrir les obligations contractuelles de l'année précédente pour des avis techniques relatifs à la préparation une Action concertée de la CMS pour les mammifères d'Asie centrale et de couvrir le coût des travaux supplémentaires requis en 2016 par l'Équipe conjointe chargée de la gestion de l'information, de la communication et de la sensibilisation.
22. Compte tenu des contributions versées et dues au 17 août 2017 et des dépenses estimées pour la période triennale 2015-2017, le solde du Fonds d'affectation spéciale à la fin de décembre 2017 est prévu au niveau de 243 715 €, comme indiqué dans le tableau 1.

¹ Sur la base du taux de change opérationnel des Nations Unies au 31 décembre 2014 de 1 USD = 0,82 €.

Tableau 1: État du solde du Fonds d'affectation spéciale au 31 décembre 2017

| | EUR |
|--|-----------------------|
| Solde total du Fonds d'affectation spéciale au 31 décembre 2014, hors réserve de fonctionnement | 364 191 |
| Prélèvement approuvé dans la réserve du Fonds d'affectation spéciale pour financer les engagements de l'exercice précédent (paragraphe 21) | (76 788) |
| Contributions versées pour la période triennale 2015-2017 au 17 août 2017 (paragraphe 3) | 6 568 434 |
| Contributions dues pour la période triennale 2015-2017 (paragraphe 3 et annexe 1) | 874 196 |
| Estimation des dépenses pour la période triennale 2015-2017 (Annexe 2) | (7 486 318) |
| <u>Solde estimé du Fonds d'affectation spéciale au 31 décembre 2017, hors réserve de fonctionnement</u> | <u>243 715</u> |

Toutefois, le solde estimé du Fonds d'affectation spéciale comprend les contributions non acquittées pour un montant de 109 136 € pour les années précédentes jusqu'en 2015. Par conséquent, si aucune contribution n'est perçue auprès des Parties ayant des arriérés relatifs aux années précédentes d'ici à la fin de décembre 2017, le solde du Fonds d'affectation spéciale sera encore réduit à 134 579 €, hors réserve de fonctionnement. Avec la mise en œuvre d'Umoja, une situation saine du Fonds d'affectation spéciale est devenue une condition indispensable à la poursuite du fonctionnement du Secrétariat. Par conséquent, le Secrétariat souhaite prier instamment les Parties ayant des arriérés de régler leurs contributions avant la fin de la période triennale actuelle en décembre 2017.

Actions recommandées

23. Il est recommandé à la Conférence des Parties de prendre note du présent document et de formuler des commentaires et des conseils au Secrétariat, si nécessaire.

**Annexe 1. Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage
Statut des contributions au 17 août 2017 (en euros)**

| N° | Parties | Contributions non acquittées pour 2016 et les années précédentes | Paiements anticipés pour les prochaines années | Contributions annoncées pour 2017 | Contributions reçues en 2017 pour 2016 et les années précédentes | Contributions reçues en 2017 pour 2017 | Contributions reçues en 2017 pour les prochaines années | Contributions non acquittées pour 2016 et les années précédentes | Contributions non acquittées pour 2017 | Paiements anticipés pour les prochaines années |
|----|----------------------------------|--|--|-----------------------------------|--|--|---|--|--|--|
| | | EUR | EUR | EUR | EUR | EUR | EUR | EUR | EUR | EUR |
| 1 | Albania | 0 | 595 | 595 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 2 | Algeria | 0 | 0 | 8 136 | | | | 0 | 8 136 | 0 |
| 3 | Angola | 0 | 595 | 595 | | | 567 | 0 | 0 | 567 |
| 4 | Antigua & Barbuda | 39 | 0 | 119 | | | | 39 | 119 | 0 |
| 5 | Argentina | 22 231 | 0 | 25 657 | 22 231 | | | 0 | 25 657 | 0 |
| 6 | Armenia | 0 | 0 | 415 | | 415 | | 0 | 0 | 0 |
| 7 | Australia | 0 | 123 177 | 123 177 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 8 | Austria | 0 | 0 | 47 394 | | 47 394 | | 0 | 0 | 0 |
| 9 | Bangladesh | 0 | 0 | 595 | | 595 | | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Belarus | 0 | 0 | 3 326 | | 3 326 | | 0 | 0 | 0 |
| 11 | Belgium | 12 007 | 0 | 59 271 | | 59 271 | | 12 007 | 0 | 0 |
| 12 | Benin | 0 | 144 | 179 | | | | 0 | 36 | 0 |
| 13 | Bolivia (Plurinational State of) | 463 | 0 | 535 | 463 | | | 0 | 535 | 0 |
| 14 | Bulgaria | 0 | 0 | 2 791 | | 2 791 | | 0 | 0 | 0 |
| 15 | Burkina Faso | 338 | 0 | 179 | | 122 | | 338 | 57 | 0 |
| 16 | Burundi | 0 | 371 | 60 | | | | 0 | | 311 |
| 17 | Cabo Verde | 104 | 0 | 60 | | | | 104 | 60 | 0 |
| 18 | Cameroon | 1 244 | 0 | 714 | | | | 1 244 | 714 | 0 |
| 19 | Chad | 1 319 | 0 | 119 | | | | 1 319 | 119 | 0 |
| 20 | Chile | 0 | 531 | 19 837 | | | | 0 | 19 306 | 0 |
| 21 | Congo | 537 | 0 | 296 | 537 | 296 | | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Cook Islands | 0 | 60 | 60 | | | | 0 | | 0 |
| 23 | Costa Rica | 0 | 590 | 2 256 | | | | 0 | 1 666 | 0 |
| 24 | Côte d'Ivoire | 0 | 22 792 | 654 | | | | 0 | | 22 138 |
| 25 | Croatia | 0 | 0 | 7 485 | | 7 485 | | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Cuba | 26 782 | 0 | 4 099 | | | | 26 782 | 4 099 | 0 |
| 27 | Cyprus | 0 | 0 | 2 791 | | 2 791 | | 0 | 0 | 0 |
| 28 | Czech Republic | 0 | 22 926 | 22 926 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 29 | Dem. Rep. of the Congo | 3 446 | 0 | 179 | | | | 3 446 | 179 | 0 |
| 30 | Denmark | 0 | 75 169 | 40 089 | | | | 0 | | 35 080 |

| N° | Parties | Contributions non acquittées pour 2016 et les années précédentes | Paiements anticipés pour les prochaines années | Contributions annoncées pour 2017 | Contributions reçues en 2017 pour 2016 et les années précédentes | Contributions reçues en 2017 pour 2017 | Contributions reçues en 2017 pour les prochaines années | Contributions non acquittées pour 2016 et les années précédentes | Contributions non acquittées pour 2017 | Paiements anticipés pour les prochaines années |
|----|----------------------------|--|--|-----------------------------------|--|--|---|--|--|--|
| 31 | Djibouti | 557 | 0 | 60 | | | | 557 | 60 | 0 |
| 32 | Ecuador | 4 403 | 0 | 2 614 | | | | 4 403 | 2 614 | 0 |
| 33 | Egypt | 6 897 | 0 | 7 960 | | | | 6 897 | 7 960 | 0 |
| 34 | Equatorial Guinea | 2 311 | 0 | 595 | | | | 2 311 | 595 | 0 |
| 35 | Eritrea | 0 | 224 | 60 | | | | 0 | | 164 |
| 36 | Estonia | 0 | 0 | 2 375 | | 2 375 | | 0 | 0 | 0 |
| 37 | Ethiopia | 0 | 595 | 595 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 38 | European Union | 0 | 0 | 67 869 | | 67 869 | | 0 | 0 | 0 |
| 39 | Fiji | 0 | 179 | 179 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 40 | Finland | 0 | 0 | 30 823 | | 30 823 | | 0 | 0 | 0 |
| 41 | France | 0 | 0 | 332 176 | | 332 176 | | 0 | 0 | 0 |
| 42 | Gabon | 5 356 | 0 | 1 189 | | | | 5 356 | 1 189 | 0 |
| 43 | Gambia | 0 | 45 | 60 | | | | 0 | 15 | 0 |
| 44 | Georgia | 0 | 0 | 415 | | 415 | | 0 | 0 | 0 |
| 45 | Germany | 0 | 0 | 424 114 | | 424 114 | | 0 | 0 | 0 |
| 46 | Ghana | 0 | 831 | 831 | | | | 0 | (0) | 0 |
| 47 | Greece | 101 911 | 0 | 37 893 | 69 078 | | | 32 833 | 37 893 | 0 |
| 48 | Guinea | 1 219 | 0 | 60 | 1 219 | 60 | | 0 | 0 | 0 |
| 49 | Guinea-Bissau | 1 840 | 0 | 60 | | | | 1 840 | 60 | 0 |
| 50 | Honduras | 0 | 62 | 475 | | | | 0 | 413 | 0 |
| 51 | Hungary | 0 | 0 | 15 797 | | 15 797 | | 0 | 0 | 0 |
| 52 | India | 34 302 | 0 | 39 554 | | | | 34 302 | 39 554 | 0 |
| 53 | Iran (Islamic Republic of) | 39 932 | 0 | 21 143 | 18 319 | | | 21 613 | 21 143 | 0 |
| 54 | Ireland | 0 | 24 827 | 24 827 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 55 | Israel | 0 | 0 | 23 518 | | | | 0 | 23 518 | 0 |
| 56 | Italy | 0 | 0 | 264 174 | | | | 0 | 264 174 | 0 |
| 57 | Jordan | 1 776 | 0 | 1 306 | | | | 1 776 | 1 306 | 0 |
| 58 | Kazakhstan | 0 | 0 | 7 186 | | 7 186 | | 0 | 0 | 0 |
| 59 | Kenya | 0 | 771 | 771 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 60 | Kyrgyzstan | 0 | 119 | 119 | | | 119 | 0 | 0 | 119 |
| 61 | Latvia | 0 | 0 | 2 791 | | 2 791 | | 0 | 0 | 0 |
| 62 | Liberia | 329 | 0 | 60 | 329 | 60 | 32 | 0 | 0 | 32 |
| 63 | Libya | 66 031 | 0 | 8 435 | | | | 66 031 | 8 435 | 0 |
| 64 | Liechtenstein | 0 | 0 | 535 | | 535 | | 0 | 0 | 0 |
| 65 | Lithuania | 0 | 0 | 4 335 | | 4 335 | | 0 | 0 | 0 |

| N° | Parties | Contributions non acquittées pour 2016 et les années précédentes | Paiements anticipés pour les prochaines années | Contributions annoncées pour 2017 | Contributions reçues en 2017 pour 2016 et les années précédentes | Contributions reçues en 2017 pour 2017 | Contributions reçues en 2017 pour les prochaines années | Contributions non acquittées pour 2016 et les années précédentes | Contributions non acquittées pour 2017 | Paiements anticipés pour les prochaines années |
|-----|---------------------|--|--|-----------------------------------|--|--|---|--|--|--|
| 66 | Luxembourg | 8 906 | 0 | 4 811 | | | | 8 906 | 4 811 | 0 |
| 67 | Madagascar | 0 | 199 | 179 | | | | 0 | | 20 |
| 68 | Mali | 840 | 0 | 239 | | | | 840 | 239 | 0 |
| 69 | Malta | 0 | 950 | 950 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 70 | Mauritania | 637 | 0 | 119 | | | | 637 | 119 | 0 |
| 71 | Mauritius | 0 | 771 | 771 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 72 | Monaco | 0 | 0 | 714 | | 714 | | 0 | 0 | 0 |
| 73 | Mongolia | 0 | 0 | 179 | | 179 | | 0 | 0 | 0 |
| 74 | Montenegro | 256 | 0 | 296 | | | | 256 | 296 | 0 |
| 75 | Morocco | 0 | 0 | 3 681 | | | | 0 | 3 681 | 0 |
| 76 | Mozambique | 0 | 179 | 179 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 77 | Netherlands | 0 | 98 234 | 98 234 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 78 | New Zealand | 0 | 15 026 | 15 026 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 79 | Niger | 2 105 | 0 | 119 | | | | 2 105 | 119 | 0 |
| 80 | Nigeria | 9 309 | 0 | 5 345 | | | | 9 309 | 5 345 | 0 |
| 81 | Norway | 0 | 0 | 50 541 | | 50 541 | | 0 | 0 | 0 |
| 82 | Pakistan | 0 | 1 139 | 5 049 | | 3 910 | | 0 | 0 | 0 |
| 83 | Palau | 0 | 4 380 | 60 | | | | 0 | 0 | 4 320 |
| 84 | Panama | 0 | 0 | 1 545 | | 1 513 | | 0 | 32 | 0 |
| 85 | Paraguay | 58 | 0 | 595 | | | 0 | 58 | 595 | 0 |
| 86 | Peru | 0 | 3 397 | 6 950 | | 3 553 | 1 532 | 0 | 0 | 1 532 |
| 87 | Philippines | 9 581 | 0 | 9 146 | 9 146 | | | 435 | 9 146 | 0 |
| 88 | Poland | 0 | 54 700 | 54 700 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 89 | Portugal | 50 956 | 0 | 28 152 | 24 393 | | | 26 563 | 28 152 | 0 |
| 90 | Republic of Moldova | 0 | 179 | 179 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 91 | Romania | 0 | 0 | 13 422 | | 13 422 | | 0 | 0 | 0 |
| 92 | Rwanda | 208 | 0 | 119 | | | | 208 | 119 | 0 |
| 93 | Samoa | 0 | 42 | 60 | | | | 0 | 18 | 0 |
| 94 | Sao Tome & Principe | 650 | 0 | 60 | | | | 650 | 60 | 0 |
| 95 | Saudi Arabia | 44 397 | 0 | 51 314 | | | | 44 397 | 51 314 | 0 |
| 96 | Senegal | 1 682 | 0 | 356 | 1 682 | 89 | | 0 | 267 | 0 |
| 97 | Serbia | 0 | 0 | 2 375 | | 2 375 | | 0 | 0 | 0 |
| 98 | Seychelles | 0 | 60 | 60 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 99 | Slovakia | 0 | 10 156 | 10 156 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 100 | Slovenia | 0 | 5 940 | 5 940 | | | | 0 | 0 | 0 |

| N° | Parties | Contributions non acquittées pour 2016 et les années précédentes | Paiements anticipés pour les prochaines années | Contributions annoncées pour 2017 | Contributions reçues en 2017 pour 2016 et les années précédentes | Contributions reçues en 2017 pour 2017 | Contributions reçues en 2017 pour les prochaines années | Contributions non acquittées pour 2016 et les années précédentes | Contributions non acquittées pour 2017 | Paiements anticipés pour les prochaines années |
|-----|-----------------------------|--|--|-----------------------------------|--|--|---|--|--|--|
| 101 | Somalia | 1 840 | 0 | 60 | | | | 1 840 | 60 | 0 |
| 102 | South Africa | 0 | 22 093 | 22 093 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 103 | Spain | 0 | 0 | 176 571 | | 176 571 | | 0 | 0 | 0 |
| 104 | Sri Lanka | 0 | 1 485 | 1 485 | | | | 0 | 0 | 0 |
| 105 | Swaziland | 312 | 0 | 179 | | | | 312 | 179 | 0 |
| 106 | Sweden | 0 | 0 | 57 016 | | | | 0 | 57 016 | 0 |
| 107 | Switzerland | 0 | 0 | 62 182 | | 62 182 | | 0 | 0 | 0 |
| 108 | Syrian Arab Republic | 8 009 | 0 | 2 139 | | | | 8 009 | 2 139 | 0 |
| 109 | Tajikistan | 581 | 0 | 179 | 581 | 179 | | (0) | 0 | 0 |
| 110 | The FYR of Macedonia | 2 309 | 0 | 475 | | | | 2 309 | 475 | 0 |
| 111 | Togo | 104 | 0 | 60 | | | | 104 | 60 | 0 |
| 112 | Tunisia | 8 119 | 0 | 2 139 | 3 726 | 2 139 | | 4 393 | 0 | 0 |
| 113 | Uganda | 0 | 356 | 356 | | | | 0 | (0) | 0 |
| 114 | Ukraine | 0 | 0 | 5 880 | | | | 0 | 5 880 | 0 |
| 115 | United Kingdom | 0 | 0 | 307 588 | | 307 588 | | 0 | 0 | 0 |
| 116 | United Republic of Tanzania | 931 | 0 | 535 | 931 | 463 | | 0 | 72 | 0 |
| 117 | Uruguay | 5 380 | 0 | 3 089 | 5 380 | | | 0 | 3 089 | 0 |
| 118 | Uzbekistan | 3 445 | 0 | 890 | 772 | | | 2 673 | 890 | 0 |
| 119 | Yemen | 1 752 | 0 | 595 | | | | 1 752 | 595 | 0 |
| 120 | Zimbabwe | 0 | 119 | 119 | | | | 0 | 0 | 0 |
| | Total | 497 741 | 494 009 | 2 714 794 | 158 787 | 1 638 440 | 2 250 | 338 954 | 644 378 | 64 283 |

Annexe 2. Exécution du budget 2015-2017 (en euros)

| N° | Poste budgétaire | 2015 | | 2016 | | 2017 | | TOTAL 2015-2017 | | |
|---|---|----------------|-----------------------|---------------------------------------|--|---------------------------------------|---|------------------|----------------------|--|
| | | BUDGET | DÉPENSES ³ | BUDGET Approuvé par la COP11 | DÉPENSES ³ De la réserve du Fonds | BUDGET Approuvé par la COP11 | DÉPENSES ESTIMÉES ³ (jan-déc) De la réserve du Fonds | BUDGET | DÉPENSES ESTIMÉES | |
| Direction exécutive et administration | | | | | | | | | | |
| 1 | Secrétaire exécutif ¹ 97 % | 169 794 | 222 068 | 173 190 | 194 589 | 176 653 | 147 449 | 519 637 | 564 107 | |
| 2 | Secrétaire exécutif adjoint | 157 059 | 147 732 | 160 200 | 156 941 | 163 404 | 202 596 | 480 663 | 507 269 | |
| 3 | Assistant personnel du Secrétaire exécutif | 82 775 | 68 815 | 84 430 | 69 838 | 86 119 | 72 102 | 253 324 | 210 755 | |
| 4 | Secrétaire du Secrétaire exécutif adjoint, 50 % | 32 155 | 42 459 | 32 798 | 43 408 | 33 454 | 46 680 | 98 407 | 132 548 | |
| 5 | Plan stratégique (Indicateurs, Guide d'accompagnement, etc.) | 15 000 | 0 | 15 000 | 17 699 | 15 000 | 17 699 | 80 398 | 80 398 | |
| 6 | Analyse indépendante des synergies au sein de la Famille CMS | 50 000 | 42 928 | | (21 722) | | 13 050 | 50 000 | 34 257 | |
| Sous-total | | 506 783 | 524 002 | 465 618 | 17 699 | 474 630 | 17 699 | 1 482 429 | 1 529 333 | |
| Soutien à la mise en œuvre | | | | | | | | | | |
| 7 | Chef d'unité, Espèces aquatiques ¹ , 85 % | 121 774 | 133 014 | 124 210 | 134 253 | 126 694 | 83 076 | 372 678 | 350 343 | |
| 8 | Administrateur associé, Mammifères marins ¹ , 25 % | 22 551 | 0 | 23 002 | 21 821 | 23 463 | 44 350 | 69 016 | 66 171 | |
| 9 | Conseiller principal et Chef d'IOSEA, environ 12,5 % | 20 376 | 35 783 | 20 376 | (14 883) | 20 376 | 24 493 | 61 128 | 45 392 | |
| 10 | Chef d'unité, Espèces aviaires | 143 264 | 172 014 | 146 129 | 157 467 | 149 051 | 151 547 | 438 444 | 481 028 | |
| 11 | Chef d'unité ² , Espèces terrestres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 12 | Administrateur de programme associé | 90 203 | 69 805 | 92 007 | 30 677 | 93 847 | 77 110 | 306 734 | 224 903 | |
| 13 | Administrateur de programme associé CAMI, 50 % | 45 102 | 26 598 | 46 004 | 17 774 | 46 924 | 43 574 | 138 030 | 87 946 | |
| Sous-total | | 443 270 | 437 213 | 451 728 | 30 677 | 460 355 | 424 150 | 1 386 030 | 1 255 784 | |
| Services consultatifs scientifiques | | | | | | | | | | |
| 14 | Conseiller scientifique | 143 264 | 177 120 | 146 129 | 180 344 | 149 051 | 186 192 | 438 444 | 543 657 | |
| Sous-total | | 143 264 | 177 120 | 146 129 | 180 344 | 149 051 | 186 192 | 438 444 | 543 657 | |
| Services de conférence et d'appui | | | | | | | | | | |
| 15 | Chef d'unité ² | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 16 | Assistant de programme (GS-5) | 64 310 | 59 483 | 65 596 | 55 945 | 66 908 | 61 022 | 196 814 | 176 450 | |
| 17 | Secrétaire, 50% | 32 155 | 24 500 | 32 798 | 25 460 | 33 454 | 30 947 | 98 407 | 80 906 | |
| 18 | Greffier, 50% | 32 155 | 0 | 32 798 | 0 | 33 454 | 0 | 98 407 | 0 | |
| 19 | Secrétaire, 50% | 32 155 | 32 638 | 32 798 | 29 309 | 33 454 | 33 057 | 98 407 | 95 004 | |
| 20 | Secrétaire, 50% | 32 155 | 38 930 | 32 798 | 42 097 | 33 454 | 45 326 | 98 407 | 126 353 | |
| Sous-total | | 192 930 | 155 550 | 196 789 | 152 811 | 200 724 | 170 351 | 590 443 | 478 712 | |
| Mobilisation des ressources et affaires interagences | | | | | | | | | | |
| 21 | Administrateur associé, Partenariats et collecte de fonds | 90 203 | 88 899 | 92 007 | 91 266 | 93 847 | 94 393 | 276 057 | 274 558 | |
| 22 | Administrateur de programme associé, Hémisphère occidentale, 50 % | - | - | - | - | - | 0 | - | 0 | |
| Sous-total | | 90 203 | 88 899 | 92 007 | 91 266 | 93 847 | 94 393 | 276 057 | 274 558 | |

| N° | Poste budgétaire | 2015 | | 2016 | | 2017 | | TOTAL 2015-2017 | | | |
|---|--|------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | BUDGET | DÉPENSES ³ | BUDGET | DÉPENSES ³ | BUDGET | DÉPENSES ESTIMÉES ³ | BUDGET | DÉPENSES ESTIMÉES | | |
| | | | | Approuvé par la COP11 | De la réserve du Fonds | Approuvé par la COP11 | De la réserve du Fonds | | | | |
| Gestion de l'information, communication et sensibilisation | | | | | | | | | | | |
| 23 | Administrateur associé chargé de l'information, 50 % | 45 102 | 77 378 | 46 004 | 46 015 | 63 534 | 46 924 | 46 317 | 88 885 | 230 362 | 229 797 |
| 24 | Assistant principal chargé de l'information | 82 775 | 72 807 | 84 430 | | 74 388 | 86 119 | | 78 665 | 253 324 | 225 860 |
| 25 | Assistant administratif | 64 310 | 53 699 | 65 596 | | 55 302 | 66 908 | | 68 397 | 196 814 | 177 399 |
| 26 | Outils TIC, développement maintenance du site Web | 6 500 | 5 684 | 6 500 | | 642 | 6 500 | | 13 175 | 19 500 | 19 500 |
| Sous-total | | 198 687 | 209 569 | 202 530 | 46 015 | 193 866 | 206 451 | 46 317 | 249 122 | 700 000 | 652 557 |
| Renforcement des capacités | | | | | | | | | | | |
| 27 | Chef d'Unité, Renforcement des capacités | 143 264 | 172 215 | 146 129 | | 130 096 | 149 051 | | 54 254 | 438 444 | 356 566 |
| 28 | Secrétaire, 50% | 32 155 | 55 323 | 32 798 | | 40 154 | 33 454 | | 43 787 | 98 407 | 139 263 |
| Sous-total | | 175 419 | 227 538 | 178 927 | | 170 250 | 182 505 | | 98 041 | 536 851 | 495 829 |
| Sous-total (personnel) | | 1 679 056 | 1 771 280 | 1 712 228 | 76 692 | 1 647 093 | 1 746 063 | 46 317 | 1 677 903 | 5 260 356 | 5 096 275 |
| Service aux organes directeurs | | | | | | | | | | | |
| 29 | Services contractuels (traduction, interprétation, etc.) | | | | | | 289 710 | | 289 515 | 289 710 | 289 515 |
| 30 | Déplacements du personnel de la CMS : COP12 | | | | | | 53 061 | | 0 | 53 061 | 0 |
| 31 | Réunions du Comité permanent (délégués, etc.) | 21 649 | 15 387 | 22 082 | | 48 465 | 0 | | (427) | 43 731 | 63 425 |
| 32 | Conseil scientifique (délégués, processus intergouv., etc.) | 50 408 | 0 | 50 408 | | 58 031 | 0 | | 40 002 | 100 816 | 98 033 |
| Sous-total | | 72 057 | 15 387 | 72 490 | | 106 495 | 342 771 | | 329 090 | 487 318 | 450 973 |
| Coûts de fonctionnement | | | | | | | | | | | |
| 33 | Services contractuels (traduction, interprétation, etc.) | 70 000 | 80 399 | 70 000 | | 109 080 | 88 400 | | 84 687 | 228 400 | 274 165 |
| 34 | Déplacements du personnel du Secrétariat | 66 300 | 87 301 | 66 300 | | 58 723 | 63 700 | | 62 710 | 196 300 | 208 734 |
| 35 | Développement du personnel (formation, séminaires, etc.) | 15 400 | 42 935 | 10 000 | | (335) | 10 000 | | 9 266 | 35 400 | 51 865 |
| 36 | Fournitures de bureau | 5 500 | 3 093 | 5 800 | | 3 514 | 5 800 | | 10 209 | 17 100 | 16 816 |
| 37 | Équipements non consommable | 10 000 | 7 709 | 10 500 | | 9 494 | 10 500 | | 13 410 | 31 000 | 30 613 |
| 38 | Services informatiques | 70 000 | 52 258 | 70 000 | | 0 | 70 000 | | 193 944 | 210 000 | 246 202 |
| 39 | Services bureautiques (location d'imprimante, hébergement, etc.) | 10 000 | 11 772 | 10 000 | | 5 858 | 10 000 | | 9 655 | 30 000 | 27 286 |
| 40 | Production de matériel d'information et de documents | 12 000 | 22 308 | 12 000 | | 5 783 | 12 500 | | 11 533 | 36 500 | 39 625 |
| 41 | Services de communication et courrier | 16 900 | 10 659 | 17 100 | | 13 811 | 17 500 | | 16 682 | 51 500 | 41 152 |
| 42 | Divers | 3 553 | 1 207 | 3 742 | | 2 573 | 3 738 | | 3 418 | 11 033 | 7 198 |
| Sous-total | | 279 653 | 319 642 | 275 442 | | 208 500 | 292 138 | | 415 514 | 847 233 | 943 657 |
| Total | | 2 102 266 | 2 154 921 | 2 081 660 | 94 391 | 1 964 385 | 2 402 472 | 64 016 | 2 505 754 | 6 744 805 | 6 625 060 |
| Dépenses d'appui aux programmes : 13 % | | 273 295 | 280 140 | 270 616 | 12 271 | 255 370 | 312 321 | 8 322 | 325 748 | 876 825 | 861 258 |
| Grand Total | | 2 375 561 | 2 435 060 | 2 352 275 | 106 662 | 2 219 755 | 2 714 793 | 72 338 | 2 831 502 | 7 621 629 | 7 486 318 |

¹ Partage des coûts avec le Secrétariat de l'ASCOBANS - ² Fonctions remplies par le Secrétaire exécutif adjoint- ³ Les comptes officiels du PNUJ sont tenus en dollars américains (USD), cependant, aux fins du présent rapport, les dépenses en euros (EUR) ont été estimées en utilisant une moyenne des taux de change officiels mensuels des Nations Unies au cours de la période de dépenses. Les taux utilisés sont les suivants : 2015, 1 USD = 0,901 € ; 2016, 1 USD = 0,903 € et 2017 (janvier-août), 1 USD = 0,914 €.